

LOT N° 4

**DEFENSE PENALE DES
AGENTS, DES ELUS ET
DES ADMINISTRATEURS
DU C.C.A.S.**

**EVENEMENTS ET CAPITAUX A GARANTIR
OBLIGATOIREMENT DANS L'OFFRE**

NOMBRE DE PERSONNES A GARANTIR : 23 personnes dont :

Dont :

- 12 Agents
- 11 Elus

I OBJET DU CONTRAT

Ce contrat a pour objet d'assurer en cas de survenance d'un litige garanti, la protection fonctionnelle de l'assuré et notamment la défense de ses droits, soit dans un cadre amiable, soit dans un cadre judiciaire si une solution transactionnelle n'est pas trouvée.

L'assureur doit alors prendre en charge, dans les limites prévues au contrat, l'ensemble des frais de justice et honoraires d'avocat qui s'avèrent nécessaires.

Dans les domaines de droit garantis et dans le cadre de sa mission de prévention des litiges, l'assureur doit répondre aux demandes de conseils juridiques téléphoniques de l'assuré conformément aux règles du contrat.

L'assureur précisera le capital qu'il accordera le cas de dommage subi par l'assuré.

II LITIGES GARANTIS

Le contrat doit couvrir les litiges ci-après désignés, qui sont pris en charge au titre de l'activité de l'assuré effectuée pour le compte de la Commune et du C.C.A.S. de FORMIGUERES.

Prise en charge de la défense de l'assuré poursuivi dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'agent, d'élus ou d'administrateurs de la Commune et du C.C.A.S. de FORMIGUERES, en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive.

DEFENSE PENALE

Prise en charge de la défense de l'assuré poursuivi dans le cadre de l'exercice de ses fonctions d'agent ou d'élus de la Commune de FORMIGUERES, en qualité d'auteur, de co-auteur ou de complice d'une infraction pénale résultant d'une maladresse, imprudence, négligence, inattention, méconnaissance ou inobservation des lois et règlements, d'un manque de précaution ou d'une abstention fautive.

RECOURS

Prise en charge de la plainte que l'assuré voudrait déposer contre un tiers auteur à son encontre de violences volontaires infligées dans l'exercice de ses fonctions.

DIFFAMATION

Prise en charge du recours pénal que l'assuré voudrait engager contre un tiers auteur à son encontre de diffamation ou d'injures publiques.

III LIBRE-CHOIX DE L'AVOCAT

Dès lors que le litige entre dans une phase judiciaire, l'assuré dispose du libre choix de l'avocat ou de l'expert et de l'entière maîtrise de la conduite du procès.

IV GARANTIES DEMANDEES

L'assureur devra joindre à la proposition le barème " standard" des prises en charge des honoraires prévu en fonction des interventions et des procédures de la compagnie. Les montants proposés feront l'objet d'une appréciation selon les critères de jugement.

La garantie est conformément aux articles L 127-1 et suivants du Code des Assurances.

Montant maximum des frais de justice et honoraires pris en charge par l'assureur pour un litige : 35 000 €.

L'assureur devra joindre à la proposition le barème " standard" des prises en charge des honoraires prévu en fonction des interventions et des procédures de la compagnie.

L'assureur doit accepter de continuer à prendre en charge, durant deux années après la résiliation du contrat, tous les contentieux nés du sinistre pris en charge pendant la période de validité du contrat.

L'assureur doit préciser les capitaux qu'il accorde pour les frais et préjudices découlant de la mise en jeu de la garantie "Protection fonctionnelle des agents".

V SEUIL D'INTERVENTION

A déterminer par l'assureur.

VI DEFINITIONS A INTEGRER DANS LE CONTRAT

Les assureurs doivent intégrer dans le contrat, les définitions suivantes **sans restriction ni réserve** :

ASSURE

Tout agent, fonctionnaire, agent public titulaire ou non, personnel salarié n'ayant pas le statut d'agent public ou d'élu de la Commune et/ou du C.C.A.S. de FORMIGUERES, pris dans le cadre de ses activités pour le compte de la Commune et/ou du C.C.A.S.

LITIGES

Toute opposition d'intérêts entre l'assuré et un tiers, résultant de l'application ou de l'interprétation d'une loi, d'un acte administratif ou d'un contrat.

TIERS

Toute personne physique ou morale non assurée par le contrat, à l'exclusion de l'assureur. Les assurés peuvent être tiers entre eux.

REPRISE DU PASSE

Les garanties du contrat sont étendues à toute réclamation intervenue postérieurement à la date d'effet du contrat lorsque le fait générateur est antérieur à la date de prise d'effet des garanties, à condition que l'assuré n'en ait pas eu connaissance avant la prise d'effet du contrat.

VII EXCLUSIONS

La rédaction des exclusions est à préciser par l'assureur